

Denrées alimentaires—Comité

des facteurs relatifs aux prix des denrées alimentaires il n'est pas juste d'imposer à un groupe d'hommes, même de l'opposition, une date limite pour la production d'un rapport définitif. Cela manque totalement de réalisme.

Une voix: Vous cherchez une échappatoire.

M. Reid: Il suffit d'examiner les facteurs ayant trait aux prix des denrées alimentaires pour comprendre ce que je veux dire.

M. Grafftey: Le gouvernement doit prendre des mesures immédiates.

M. Reid: Le député de Brome-Missisquoi (M. Grafftey) dit qu'il faut agir rapidement. Son gouvernement a-t-il jamais proposé de mesures immédiates? On n'a qu'à lire le discours de son chef au cours du débat sur le discours du trône ou celui du député qui, le premier, a parlé au nom de son parti pour se rendre compte qu'on ne propose rien. A mon avis, c'est ce que le député de Brome-Missisquoi propose, rien.

Des voix: Oh, oh!

M. Reid: Je parle ainsi tout en présentant mes excuses au député de Hamilton-Ouest (M. Alexander).

Des voix: Oh, oh!

M. Reid: Il y a bon nombre de sujets que le comité doit étudier; l'un d'eux est que l'augmentation de la quantité d'aliments que nous consommons aujourd'hui n'est pas sous forme de produits agricoles bruts. En effet, nous mangeons beaucoup plus de produits transformés. Quand nous achetons des denrées alimentaires, la plupart du temps nous n'achetons pas le produit brut, mais des produits qui ont été soumis à un très haut niveau de transformation. En termes de volume seulement, l'an dernier, aux États-Unis, il y a eu plus de pommes de terre transformées en pommes de terre frites et Dieu sait en quelles autres sortes que de pommes de terre vendues à l'état naturel. Cette tendance est probablement la même au Canada.

Nous avons un système au sein duquel les gens paient pour un plus haut niveau de transformation et, par conséquent, versent plus que ce qu'ils paieraient pour le produit à l'état naturel. Je crois qu'il y a des raisons qui expliquent cette situation. Il y a eu un changement important dans le genre de vie des Canadiens au cours des dix ou quinze dernières années. Prenons l'exemple d'un couple qui travaille. Quand ils reviennent à la maison après une dure journée de travail, ils veulent un repas facile à préparer qui exigera un minimum d'efforts. Ils achètent donc des repas surgelés, pommes de terre et autres produits surgelés, qui tous exigent beaucoup de transformations et de dépenses. Si les gens optent pour cette solution, paient-ils réellement plus pour leur nourriture que s'ils avaient acheté cette dernière à l'état naturel ou décident-ils de disposer ainsi de l'argent qui leur reste après avoir réglé les autres dépenses essentielles? Il ne s'agit pas tellement du prix des denrées alimentaires que de la façon dont les gens choisissent de dépenser cette partie de leur revenu.

Au cours des deux ou trois derniers mois, j'ai parcouru ma circonscription et j'ai interrogé un grand nombre de petits épiciers.

M. Fraser: Quelle liberté de choix nous laisse donc une étiquette de prix?

M. Reid: Si quelqu'un achète des pommes de terre surgelées au lieu de pommes de terre à l'état naturel et
[M. Reid.]

dépense ainsi trois fois plus, cette personne ne le fait-elle pas de son plein gré? Je soutiens que oui parce qu'elle peut dépenser son argent comme elle l'entend.

M. Fraser: Quel choix a-t-elle?

M. Reid: Si le prix des pommes de terre à l'état naturel augmentait aussi vite que celui des pommes de terre transformées, il y aurait vraiment de quoi s'inquiéter, mais ce n'est pas le cas.

Une voix: Rien ne vous préoccupe jamais.

M. Reid: On n'a qu'à lire le discours du député de Bruce (M. Wicher) et celui d'autres députés qui représentent des circonscriptions agricoles et qui ont pris la parole au cours de ce débat pour savoir qu'il n'en est pas ainsi. Les cultivateurs ne font pas tellement d'argent parce que les prix à la ferme sont bas. Ce n'est pas le cultivateur qui en profite, c'est le producteur, et ceux qui ont créé la demande pour ce produit sont les consommateurs qui ont également l'occasion d'acheter le produit à l'état naturel ou transformé. Le consommateur dépense cette partie de son revenu dont il peut disposer à son gré et il semble que ce soit satisfaisant. C'est le point que je voulais faire valoir, et je crois que le député le comprend bien.

Une voix: Merci beaucoup, mais combien de mois vous a-t-il fallu pour en venir à cette conclusion?

M. Reid: Nous avons affaire à une société dont le style de vie a évolué et nous constatons que nous avons ajouté des intermédiaires de plus dans le circuit alimentaire depuis le cultivateur, en passant par le transformateur, le grossiste et le détaillant jusqu'au consommateur.

Avant d'être interrompu je disais avoir eu des conversations avec des propriétaires de petites épiceries dans ma circonscription. D'après eux, l'augmentation des prix de l'année dernière provient de différentes raisons. L'un d'entre eux m'a déclaré sans ambages qu'une proportion sensible des augmentations de ces six derniers mois pouvait être attribuée aux politiciens.

Des voix: Bravo!

M. Reid: Cette déclaration m'a passablement heurté. Selon lui, une proportion sensible de ces augmentations pouvait être attribuée aux politiciens qui ont parlé d'imposer un contrôle des salaires et des prix. De ce fait ces sociétés, pour se protéger, ont augmenté leurs prix en vue de cette éventualité. Il est difficile de dire dans quelle mesure cela est exact mais si c'est vrai c'est une leçon pour nous. Nous devrions faire attention à ce que nous disons à ceux qui pourraient croire que certains députés parlent sérieusement.

M. Fraser: Vous n'êtes pas en faute puisque vous n'avez jamais parlé de contrôle des salaires et des prix.

M. Reid: Le comité devra aussi examiner le facteur sociologique. Rares sont ceux qui s'en sont inquiétés.

Le comité devra également examiner les questions se rapportant aux ressources à long terme en denrées alimentaires. J'ai lu un livre intitulé «The Limits of Growth» dans lequel le Club de Rome et des études effectuées par le département d'informatique du M.I.T. indiquent que quoi qu'on fasse pour limiter l'explosion démographique par le contrôle des naissances, pour augmenter la production des denrées alimentaires par l'exploitation de terres non arables ainsi que pour augmenter la production des terres actuellement cultivées, il est strictement impossible